



M. Moncef Marzouki
Président de la République de Tunisie
Palais de Carthage
2016 Carthage
TUNISIE

Fax : +21671983998

Références: PW/SV/CHM
Contacts: Rights@world-psi.org

11 décembre 2012

Monsieur le Président,

L'Internationale des Services Publics appelle le gouvernement tunisien à protéger les droits syndicaux et enquêter sur les attaques contre l'UGTT et de ses membres

Au nom des 20 millions de travailleurs et de travailleuses du secteur public du monde entier, l'Internationale des Services Publics (ISP) appelle le gouvernement tunisien à respecter et à protéger les droits syndicaux. L'ISP se déclare profondément préoccupée par les récents événements qui ont eu lieu en Tunisie, en particulier les actes de violence contre des dirigeants syndicaux et des syndicalistes, et contre les locaux de l'Union Générale Tunisienne du Travail (UGTT).

L'ISP appelle les autorités tunisiennes à respecter les conventions internationales du travail, ainsi que les droits humains et syndicaux, dans l'intérêt de la nation tunisienne.

Le 4 décembre 2012, des militant(e)s syndicaux et des travailleurs et travailleuses ont préparé la commémoration de l'assassinat de Farhat Hached, le dirigeant nationaliste et fondateur de l'UGTT. Ce rassemblement pacifique a été interrompu par une bande de miliciens pro-Ennahdha, qui a attaqué le siège syndical central, armés de pierres, d'épées et de bombes lacrymogènes, appelant à la dissolution de l'UGTT. Des militant(e)s de l'UGTT et des personnes soutenant le syndicat ont été agressés. Parmi eux, se trouvaient des membres de l'exécutif national et certaines des victimes ont été hospitalisées.

Les syndicats ne peuvent pas exercer leurs droits dans un climat de violence, de pressions ou de menaces à l'encontre de leurs dirigeant(e)s ou de leurs membres. Il est du devoir du gouvernement de protéger les droits des syndicats et de s'assurer qu'une enquête complète et rapide soit réalisée afin d'identifier ceux qui ont initié et mené ces attaques. L'ISP exhorte le gouvernement tunisien à prendre des mesures et faire respecter les droits de ses citoyen(ne)s.

L'ISP appelle le gouvernement tunisien à travailler en collaboration avec l'UGTT afin qu'une solution à cette crise puisse être trouvée, et à veiller à ce qu'aucune nouvelle violence ne se produise, en particulier en ce qui concerne l'action de protestation générale annoncée par l'UGTT pour le 13 décembre.

Salutations,

Rosa Pavanelli
Secrétaire générale